



PROJET ACCOMPAGNEMENT
Québec-Guatemala

PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA



Photo: Mary-Ellen Davis, 1999

Rapport annuel 2007-2008

Table des matières

Mot de la coordination au Nord	4
Mot de la coordination au Sud	5
Présentation du Projet Accompagnement Québec-Guatemala	6
Le PAQG au Sud : l'accompagnement international en deux temps	6
Recrutement et formation	9
Actions urgentes et pressions politiques	10
Information	10
Éducation et sensibilisation	11
Financement	13
États financiers	14

Conseil d'administration

Nicolas Bergeron

Président

Étienne Dubois-Daignault

Secrétaire

Alissa Lauriault

Trésorière

Anais Lagacé

Administratrice

Karen Hamilton

Administratrice

Nelly Marcoux

Administratrice

Équipe du PAQG

Céline Bouquin

Coordination à Montréal

Annie Pelletier

Coordination au Guatemala

Karen Hamilton

Agente à l'éducation

Etienne Roy Grégoire

Assistant administratif

Michel Ngyuen

Comptable

*Avec la participation de David
Loranger-King et Antonio Braggio*

Mot de la coordination au Nord

C'est en 2008 qu'ont été fêtés à Montréal les 15 ans du Projet Accompagnement Québec-Guatemala. 15 années d'appui indéfectible à la population guatémaltèque dans son combat pour la démocratisation du pays: un anniversaire dont nous aurions préféré qu'il n'ait jamais lieu, puisqu'il souligne tristement le fait que la présence internationale reste une nécessité au Guatemala, pays où il ne fait toujours pas bon être un défenseur des droits humains. Mais je laisse le soin à Annie Pelletier de traiter de cela dans son propre 'mot'.

Cette année charnière restera certainement dans les annales du PAQG-Nord pour plusieurs raisons; elle a tout d'abord témoigné de notre volonté de partager, le plus largement et le plus éclectiquement possible, l'histoire récente du Guatemala et son actualité avec le public québécois. Trois projets d'éducation de grande envergure nous ont ainsi menés à la rencontre d'auditoires motivés et enthousiastes, de Montréal à Alma, de Québec à Rimouski: le présent rapport vous donnera tous les détails sur les tournées pan-québécoises de la pièce de théâtre "Un hiver rouge au Guatemala", du documentaire "En toute solidarité, l'accompagnement international au Guatemala" et des présentations édifiantes de deux défenseurs des droits humains guatémaltèques témoignant de leur lutte quotidienne contre l'impunité. Ces projets novateurs nous ont permis d'aborder la lutte pour la défense des droits humains au Guatemala sous de multiples angles et ont démontré une fois encore notre expertise unique en la matière.

Nos réussites en ce qui a trait à la conduite de projets d'éducation -subventionnés par le gouvernement- sont d'autant plus significatives que l'année 2007/2008 a aussi été celle des changements structurels majeurs au sein de l'organisme, intervenant eux-mêmes dans le cadre d'un contexte difficile à plus d'un égard. La problématique centrale a naturellement été celle du financement fluctuant qui nous a obligés à réduire nos effectifs et à réévaluer drastiquement notre capacité à organiser des activités de sensibilisation et de recrutement de volontaires; nous nous sommes inquiétés pendant plusieurs mois pour l'avenir de nos deux coordinations, les budgets de fonctionnement des deux bureaux étant bien distincts de ceux réservés aux activités subventionnées. Si notre bureau au Nord semble désormais pouvoir fonctionner à minima, il n'en ira pas de même pour notre coordination au Sud. Le couperet est en effet tombé pour cette dernière et la fermeture prochaine, que nous espérons temporaire, est inévitable.

Je ne pourrais clore l'année 2008 sans formuler mes plus vifs remerciements à l'attention de tous les partenaires, collègues et amis du 'PA' qui nous ont soutenus tout au long de cette année riche d'enseignements. Un grand merci également à nos formidables bénévoles qui ont une fois de plus fait montre d'une grande générosité et d'un soutien précieux. Enfin, compte tenu des circonstances à l'heure où je rédige ces lignes, je voudrais adresser un remerciement particulier et toutes mes félicitations à Annie Pelletier qui a assumé avec brio la coordination de notre bureau au Guatemala pendant deux ans et à qui revient la difficile tâche de procéder à notre retrait temporaire en 2009...

L'année 2008, celle de nos 15 ans d'existence comme je le mentionnais en préambule, aura donc aussi été celle de tous les défis: certains ont été remportés haut la main, d'autres ont achoppé faute d'une conjoncture propice. Mais ce n'est que partie remise. À tous, je donne rendez-vous en 2009 pour que continue, plus que jamais, la lutte pour le respect des droits de la personne au Guatemala.



Céline Bouquin

Mot de la coordination au Sud

Au terme d'une longue campagne électorale qui aura fait miroiter le spectre du retour à un président militaire en 2007, c'est finalement la première année du gouvernement « social-démocrate » d'Alvaro Colom qui a marqué 2008 au Guatemala. Colom avait promis d'être le président des pauvres, mais il a dû défendre avec ardeur son nouveau Conseil de Cohésion Social, dirigé par son épouse, face à une opposition l'accusant de favoriser le clientélisme politique grâce à ses programmes d'assistance aux plus démunis.

C'est toutefois en matière de sécurité publique que le gouvernement récolte ses plus mauvaises notes, en raison de l'absence de plan stratégique et d'une politique répressive pour affronter le problème de la violence, devenue endémique depuis la signature de la paix et le supposé silence des armes. La situation est telle qu'elle génère chez les Guatémaltèques des sensations d'impuissance et d'insécurité proches de la psychose. Sur fond de crise économique et d'inflation galopante, l'augmentation des crimes a fait du Guatemala un des pays les plus violents de l'Amérique Latine en 2008, à raison de 16 homicides par jour.

Cette spirale de violence a également durement touché les défenseurs de droits humains, particulièrement ceux qui militent pour la liberté syndicale et la défense des ressources naturelles. Si l'augmentation des attaques peut s'expliquer par le continuum d'impunité au pays, l'inefficacité des mesures de prévention et de protection publique, le système de justice au bord de l'effondrement, ou encore les circonstances politiques locales et la corruption, elle tient aussi beaucoup au fait que les défenseurs de droits humains touchent de plus en plus à des intérêts économiques farouchement protégés.

Dans un contexte de nouvelles demandes d'accompagnement, le PAQG et la Coordination de l'Accompagnement International au Guatemala (CAIG) ont pu relever de nombreux défis cette année, tant au niveau organisationnel que conjoncturel.

D'une part, il a fallu faire face à une diminution importante du nombre d'accompagnateurs (passant de 58 en 2006, à 37 en 2008), affectant les capacités de réponse de l'équipe d'accompagnement sur le terrain. D'autre part, la coordination au Sud a dû analyser en profondeur l'émergence de certains phénomènes, comme la criminalisation des luttes paysannes et sociales. On se rappellera la répression dans la région d'Izabal, touchée par de nombreux conflits agraires, des arrestations massives de leaders communautaires rejetant le projet de construction d'une cimenterie à San Juan Sacatépequez, ainsi que la persécution judiciaire contre des femmes affectées par l'exploitation minière à San Miguel Ixtahuacán.

Il faut donc travailler dans un contexte d'intensification des conflits sociaux liée aux mégaprojets d'exploitation des ressources naturelles, sans oublier la remilitarisation de plusieurs zones rurales et urbaines du pays pour faire face à la propagation du narcotraffic. Cette nouvelle conjoncture n'a pas manqué d'alimenter les réflexions sur le rôle et les limites de l'accompagnement international dans le Guatemala d'aujourd'hui, mais elle confirme aussi l'importance et la pertinence de poursuivre notre engagement solidaire auprès des Guatémaltèques qui luttent avec persévérance pour la paix et la justice sociale.



Annie Pelletier

Présentation du Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Le Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG) existe depuis 1992; à l'époque, il appuyait les Guatémaltèques réfugiés au Mexique qui désiraient être accompagnés par des observateurs internationaux au moment de réintégrer leur pays. Depuis 1998, le PAQG répond, au sein de la CAIG (voir encadré plus bas), aux demandes d'accompagnement international formulées par des défenseurEs des droits humains qui reçoivent menaces et intimidations du fait du travail qu'ils réalisent au Guatemala: ces dernierEs se heurtent à des groupes de pouvoir liés aux anciennes forces répressives qui s'opposent à l'établissement d'un véritable état de droit.

L'organisme accompagne également des survivants et témoins des massacres commis par les forces armées au cours des 36 ans du conflit armé et qui craignent les représailles que pourrait entraîner leur lutte pour la justice.

Près de 60 accompagnateurs et accompagnatrices du PAQG se sont ainsi relayés sur le terrain depuis 2001. L'accompagnement international agit comme un élément dissuasif à l'encontre des agresseurs potentiels et représente un appui moral essentiel: il contribue à rompre l'isolement des communautés et à stimuler l'attention internationale sur le Guatemala. En cela, il favorise la création d'un espace plus propice à la reconstruction et à la démocratisation du pays.

Au Québec, le PAQG met en œuvre des activités d'éducation, d'information et de sensibilisation de la population québécoise au contexte historique, social et politique du Guatemala, ainsi qu'à la situation des droits humains dans ce pays.

Le PAQG au Sud : l'accompagnement international en deux temps

L'accompagnement des cas de court terme

Cette année encore, le PAQG au Sud s'est impliqué de près dans la coordination de ce programme d'accompagnement international, mis en place depuis 2003 et visant à assurer une présence dissuasive auprès d'organisations et d'individus menacés en raison de leur travail pour les droits humains.

Si, depuis la fin des années '90, les défenseurs de droits humains œuvrant pour la mémoire, la vérité et la justice avaient été la cible répandue des attaques pour ralentir leur travail et provoquer un effet de terreur, ce sont désormais les syndicalistes, les militants pour la défense des ressources naturelles et les organisations de développement qui sont devenus les secteurs les plus touchés par les agressions. Cette nouvelle conjoncture s'est inévitablement reflétée dans le travail d'ACOGUATE au Sud, avec l'accompagnement d'au moins cinq organisations et communautés dédiées à la défense des ressources naturelles et l'observation de près de dix consultations populaires en lien avec les mégaprojets d'exploration et d'exploitation minière et l'autodétermination des peuples indigènes.

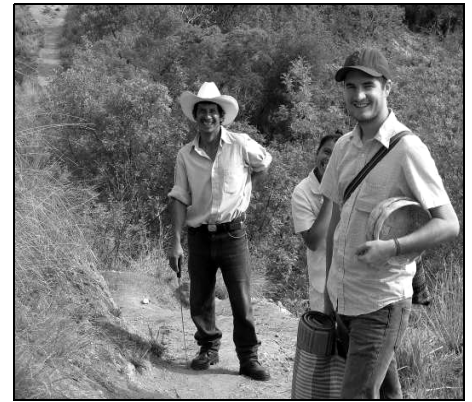
CAIG

Le PAQG fait partie d'un plus large réseau de solidarité appelé la Coordination de l'Accompagnement International au Guatemala (CAIG) et qui regroupe dix ONG participant aux efforts de l'accompagnement international et à la défense des droits humains au pays. ACOGUATE représente l'équipe de coordination de la CAIG sur le terrain, dont le PAQG fait partie. Le PAQG a pu contribuer à la mise sur pied de la CAIG en 2000 et au renforcement de son travail grâce au maintien d'un poste de coordination au Guatemala, poste qui devrait être suspendu au cours de l'année 2009 pour des raisons économiques.

À partir d'octobre 2007, l'équipe d'accompagnement des cas de court terme a répondu à l'appel de la COMUNDICH, une coordination regroupant une cinquantaine d'organisations locales et qui s'est donné pour mission la défense de la terre et la protection des ressources naturelles dans les régions Ch'ort'i de Chiquimula et de Zapaca, dans l'est du pays.

Dans le contexte d'une violente campagne électorale, ACOGUATE a pu offrir un accompagnement aux membres du conseil exécutif de la COMUNDICH, après une série d'intimidations provenant d'autorités municipales ayant des intérêts opposés à la Coordination et l'assassinat de 3 de ses membres.

En mai 2008, ACOGUATE acceptait une demande d'accompagnement des membres du syndicat SITRAPÉTEN: les travailleurs de la Corporation *Castillo Hermanos* venaient de perdre leur emploi et commençaient à subir les pratiques d'intimidation, de cooptation et de vigilance de la part de leur ex-employeur, en réaction à l'installation d'un campement des syndiqués devant les installations de l'entreprise pour manifester contre leur renvoi, demander leur réinstallation et le respect de la liberté syndicale au pays. Des accompagnateurs internationaux ont visité fréquemment les syndiqués dans leur campement, en plus d'observer le processus de négociation au Ministère du Travail et le bon déroulement des marches non-violentes de protestation, contribuant également à faire connaître le cas de SITRAPÉTEN à l'échelle internationale.



*Accompagnement aux victimes de disparition forcée de El Jute
Photo: Annie Pelletier, 2008*

L'équipe d'accompagnateurs des cas de court terme aura également suivi et documenté plusieurs procès au cours de l'année 2007-2008, signe que l'impunité au Guatemala n'est peut-être pas immuable malgré les nombreux obstacles à la justice. En plus de voir l'ouverture du débat public pour le cas de disparitions forcées contre Felipe Cusanero à Chimaltenango, les accompagnateurs ont offert une présence et un appui moral aux témoins du massacre de Rio Negro (Rabinal), Baja Verapaz, lors du procès contre 6 ex-patrouilleurs d'autodéfense civile, menant à la condamnation de 5 d'entre eux pour leur participation au massacre de 70 femmes et de 107 enfants en 1982.



*Accompagnement à ICCPG et observation du procès dans l'affaire Juana Mendez Rodriguez
Photo: Annie Pelletier, 2008*

En offrant un accompagnement à l'équipe de l'Institut d'Études Comparées en Sciences Pénales du Guatemala (ICCPG), ACOGUATE aura aussi participé aux efforts menant au procès, en février 2008, d'un policier accusé d'avoir violé une femme Maya dans un commissariat de police de Nebaj au Quiché. Le processus visant à obtenir la justice, marqué par de nombreuses menaces contre l'ICCPG, s'est finalement conclu par un verdict de culpabilité et une sentence de 10 ans d'emprisonnement pour le policier Matías López, une première dans un pays où les femmes privées de liberté subissent régulièrement les abus des autorités policières ou carcérales.

Enfin, en accompagnant des individus et des organisations qui effectuent un travail psychosocial auprès des survivants du génocide maya et des femmes victimes de violence sexuelle, comme l'association *Actrices pour le Changement* ou l'*Equipe d'études Communautaire et d'action psychosociale (ECAP)*, le PAQG, au sein de la Coordination de l'accompagnement internationale au Guatemala, réitère depuis des années son compromis à appuyer les luttes pour la mémoire, la vérité, la justice et la réparation.

L'accompagnement des cas de long terme

Depuis plusieurs années, l'accompagnement offert à des survivants du génocide témoigne de l'espérance, pour le PAQG et plusieurs autres comités de solidarité avec le Guatemala, de voir se concrétiser la fin de l'impunité pour les crimes contre l'humanité commis en grande majorité par l'Armée au cours du conflit armé interne.

Jusqu'à aujourd'hui, sur les 626 massacres documentés par la Commission d'Éclaircissement Historique (CEH) en 1999, moins de 5 cas ont fait l'objet de comparutions devant les tribunaux et de sentences.

En 2007-2008, les accompagnateurs ont pu observer de nombreux rebondissements en matière de justice pour génocide, tout en accompagnant des témoins de l'Association Justice et Réconciliation (AJR) dans leur communauté, lors d'audiences publiques, dans leurs déplacements des régions vers la capitale et ce, pour deux poursuites pénales - l'une devant les tribunaux au Guatemala, l'autre à l'Audience Nationale d'Espagne.

Rappelons qu'à cause de la lenteur du processus judiciaire et des stratégies employées par les militaires pour retarder sans cesse les procès sur la scène locale, une poursuite contre plusieurs haut-gradés de l'Armée avait été intentée depuis l'Espagne en 2000, à la demande de la Fondation Rigoberta Menchu Tum (FRMT) et d'autres organisations de la société civile guatémaltèque. Or, en décembre 2007, les juges de la Cour Constitutionnelle (CC) du Guatemala ont apparemment choisi de signer un pacte d'impunité, en déclarant l'Espagne incompétente pour juger les crimes commis au Guatemala et en libérant par le fait même deux accusés qui se trouvaient en détention préventive en vue de leur extradition. Se faisant, la CC aura provoqué une vague d'indignation dans le pays et la condamnation de cette résolution par plusieurs organisations internationales. Mais elle aura également contribué à déclencher d'autres stratégies et à mettre une pression considérable pour que s'opère la justice.



Accompagnement des témoins et survivants du génocide

Photo: Annie Pelletier, 2007

des accusés, devraient être remis au Ministère Public aux fins de l'enquête et contiennent assurément des évidences pouvant prouver la planification du génocide entre 1978 et 1983. L'étau se resserre donc peu à peu sur les présumés responsables des massacres des populations mayas, alors que des mandats d'arrêt internationaux pesant sur eux depuis 2006 les obligent à demeurer à l'intérieur du pays.

Par ailleurs, le PAQG a contribué au renforcement et à la réorientation de l'accompagnement international dans les cas de long terme, en mettant en place des équipes d'accompagnement régional dans l'Ixcán (Quiché) et les régions de Huehuetenango/San Marcos, dans la partie occidentale du pays. Ces équipes régionales ont pour mandat d'offrir un accompagnement international à des personnes ou organisations qui se trouvent à risque en raison de leur travail en faveur des droits humains axé sur la défense des ressources naturelles dans la région. Elles permettent à CAIG-ACOGUATE de répondre à de nouvelles demandes d'accompagnement, d'approfondir les connaissances du terrain dans des régions hautement affectées par une conflictualité sociale grandissante face à l'imposition de mégaprojets (mines et barrages hydroélectriques) et de mieux réagir face aux nouvelles réalités et aux luttes sociales émergentes.

Recrutement et formation

Accompagnement international

Depuis août 2007, c'est la coordination qui est en charge du recrutement des volontaires. Chaque activité de sensibilisation peut avoir comme objectif sous-jacent de recruter de futurs accompagnateurs car nous cherchons toujours à faire un lien entre l'information que nous délivrons et la possibilité pour les personnes intéressées de s'engager et de poser des gestes concrets.

Par ailleurs, les soirées d'information constituent toujours la première étape dans le processus de sélection des accompagnateurs et elles sont en cela un espace entièrement dédié au recrutement. Cette année, nous avons tenu des soirées à un rythme mensuel (avec une relâche en juillet et août), la plupart du temps dans les locaux du PAQG ; elles ont attiré une quarantaine de personnes. Comme ce fut le cas pour beaucoup d'OCI en 2007/2008, le recrutement a été chose moins aisée que l'année passée: le contexte de récession globale et le fait que nous ne puissions rémunérer nos volontaires, associé à une médiatisation grandissante des incidents sécuritaires survenus dans le cadre de projets de solidarité à l'étranger, sont quelques unes des explications que nous retiendrons.



Annie Pelletier et Nelly Marcoux, coordonnatrice au Sud et ancienne accompagnatrice (2007), aujourd'hui bénévole active du PAQG! Photo: PAQG, 2007.

Un seul accompagnateur, ayant été formé en avril 2007, a donc officié durant 4 mois en 2008 pour le compte du PAQG. Après que des campagnes de recrutement ont été mises en place en février et août 2008, le comité de formation a présélectionné puis formé deux personnes en octobre. Ces dernières partiront au courant de l'année 2009. Le comité a eu à cœur d'offrir une formation de qualité égale à celles livrées habituellement, malgré la nécessité d'adaptation qui résultait du plus faible taux de participation ; outils et contenus ont donc été aménagés de façon à être adaptés aux circonstances.

Le comité de formation du PAQG assure un suivi auprès des accompagnateurs à leur retour afin que ceux-ci puissent partager leur expérience et effectuer une réflexion sur cette dernière. Le bilan est également essentiel pour s'assurer des conditions de santé mentale dans lesquelles s'opère ce retour. Le suivi constant des volontaires, tant de la part de nos deux coordinations que du comité de formation, est une préoccupation centrale: l'expérience sur le terrain ne s'en déroule que mieux et surtout, nous sommes en mesure de tisser des liens qui rendent plus évidente l'implication bénévole par la suite; nos anciens volontaires rejoignent en grande majorité notre réseau de solidarité au Québec et représentent un soutien précieux dont notre mouvement ne saurait se passer.

Stages

Le comité de formation du PAQG a assuré la sélection et la formation des deux stagiaires qui sont parties au Guatemala dans le cadre du Programme de stages internationaux pour les jeunes financé par l'ACDI. Ces dernières ont été recrutées pour effectuer un stage de sept mois au Guatemala auprès de deux de nos organisations partenaires : le Centre d'action légale en droits humains (CALDH) et l'Association pour la promotion du développement de la communauté (CEIBA). Les deux stagiaires ont appuyé respectivement ces organisations comme Chargée de projet en genre et développement et Éducatrice en santé communautaire. Malgré l'intérêt certain de ce type de programmes pour nos partenaires et pour les stagiaires, nous avons pris la décision en 2008 d'y mettre un terme, les demandes et le suivi mobilisant beaucoup nos ressources humaines au Nord comme au Sud.

Actions urgentes et pressions politiques

Lorsque le PAQG apprend que des atteintes graves aux droits de la personne ont lieu au Guatemala, il s'empresse d'enclencher un mécanisme d'intervention rapide ayant pour but d'exercer une pression sur les autorités concernées pour que cessent ces violations. Les actions urgentes prennent la forme de lettres rédigées afin de rendre compte des principales préoccupations de l'organisation concernant les événements qui sont survenus. Elles s'adressent aux autorités guatémaltèques et canadiennes pour les enjoindre à agir en adéquation avec leurs mandats dans le cadre des exactions commises.

C'est notre coordination au Sud qui prend connaissance de ces exactions, valide l'authenticité de l'information et décide, conjointement avec la coordination au Nord, de déclencher une action urgente ou de relayer une action produite par une autre organisation.

Ces lettres sont ensuite largement diffusées à l'intérieur du réseau du PAQG, qui est constitué de membres, d'organismes et d'institutions qui relayent à leur tour l'information dans leurs réseaux respectifs.

Au cours de l'année 2007/2008, nous avons diffusé 11 actions urgentes provenant d'organismes guatémaltèques signalant des menaces proférées contre des individus impliqués dans la lutte pour le respect des droits de la personne, des témoins de massacres et/ou des organisations de la société civile au Guatemala. Ces actions urgentes ont concerné, chronologiquement:

Le recrutement militaire à Iloilo; les poursuites abusives de la compagnie minière Goldcorp envers 7 dirigeants communautaires; la FAFG (fondation des anthropologues légistes du Guatemala), à deux reprises; la fondation Nueva Esperanza; le syndicat STRABANSUR; l'évêque Ramazzini; l'organisation HIJOS; Yuri Melini, directeur du Centre d'action légale; le syndicat STRAPETEN; Norma Cruz, fondatrice et directrice de la fondation Sobrevivientes.

Information

Une des principales activités du PAQG consiste à diffuser de l'information sur le contexte historique ainsi que sur les réalités politiques, économiques et sociales actuelles du Guatemala. Les principaux outils de diffusion sont le site Web du PAQG et la revue d'actualité bimestrielle, mais le PAQG a aussi un centre de documentation où une variété d'études, de rapports, de revues et de livres sont mis à la disposition des membres.

La revue d'actualité, tout en assurant un suivi des différentes activités qui se déroulent au sein de l'organisme, est le principal vecteur par lequel le PAQG diffuse les informations pertinentes en lien avec sa mission: elle est une mine de données et d'analyses sans équivalent car directement issues de notre coordination au Guatemala, ce qui nous assure à la fois la primeur de l'information et son authenticité. En 2008, le comité de la Revue s'est réuni et il a été décidé de remanier le bulletin pour le rendre encore plus complet et agréable à parcourir. La section "Témoignage de l'accompagnateur" a ainsi cédé la place à une "Chronique du terrain" plus large mettant de l'avant plusieurs formes d'expériences de terrain, ou les expériences de volontaires non issus du PAQG. Nous avons également inséré un encart "Place à l'action" qui relaye les actions urgentes en cours; nous avons fait davantage appel à des collaborations extérieures pour les éditoriaux ou les articles de fond et avons amélioré l'esthétique globale de la revue.

Cette année encore, le comité d'information du PAQG a publié 5 bulletins d'actualité dont une édition spéciale femmes.

Enfin, nous avons finalisé cette année le recueil de textes "L'envers de la tortilla, le Guatemala raconté autrement" entamé l'an passé et avons commencé à en assurer la promotion et la vente. Il s'agit d'un outil à la fois récréatif et informatif car il regroupe des témoignages et réflexions d'accompagnateurs et accompagnatrices, des articles d'information sur le Guatemala et est agrémenté de photos couleur et noir et blanc.

Éducation et sensibilisation

Au cours de cette année, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala a mis en œuvre pas moins de 95 activités d'éducation abordant les réalités historiques, politiques, sociales et économiques du Guatemala ainsi que la situation des droits de la personne dans ce pays. Nous avons notamment organisé 3 grandes tournées québécoises pour aller à la rencontre d'un public qui, bien souvent, méconnaît les réalités des défenseurs des droits humains guatémaltèques.

Nous avons ainsi:

- Assuré la tournée du film "En toute solidarité- l'accompagnement international au Guatemala", du réalisateur et ancien accompagnateur Nicolas Bergeron : cette dernière a fait l'objet de 23 dates et a rassemblé plus de 600 spectateurs.
- Continué la tournée de la pièce de théâtre "un hiver rouge au Guatemala" largement entamée en 2006 et 2007; après 10 représentations ayant attiré environ 460 personnes au total, nous avons présenté la dernière en janvier à la Maison de la culture du Plateau Mont-Royal.
- Organisé la tournée des Guatémaltèques Mariano Calel et Carmen Rojas, deux défenseurs des droits humains du Mouvement paysan pour la justice Nueva Linda qui ont livré leur témoignage sur la lutte contre l'impunité dans leur pays. (Depuis septembre 2004, les membres du Mouvement paysan pour la justice Nueva Linda demandent aux autorités guatémaltèques que soit élucidée la disparition de Hector Reyes, membre de leur communauté disparu depuis 2003. Le PAQG, en collaboration avec la CAIG, accompagne les membres de ce mouvement depuis janvier 2006). 13 présentations, qui combinaient le témoignage avec la projection du film "Km 207, au bord de la route" ont été données à travers toute la Province, pour un total de 200 participants environ.

En dehors de ces trois projets de grande envergure, nous avons également :

- Organisé 12 conférences abordant des thèmes tels que l'exploitation minière ou le travail d'accompagnateur.
- Préparé une quinzaine de rencontres informelles entre des invités du Sud et des membres et partenaires du PAQG.
- Tenu une dizaine de kiosques d'information dans des écoles, des universités ou lors d'événements particuliers.
- Donné 11 entrevues radio et 1 à la télévision pour évoquer l'actualité guatémaltèque ou annoncer nos activités.
- Organisé 5 rencontres- témoignages autour de la situation des droits humains au Guatemala, dont une a été élaborée autour de la visite de Javier de Leon, dirigeant communautaire guatémaltèque venu relater son expérience de la lutte pour les droits des peuples autochtones dans le cadre de l'exploitation minière.

Ces activités de sensibilisation du public se sont déroulées à Montréal et dans d'autres villes du Québec : Québec, St-Jérôme, Sherbrooke, Victoriaville, Drummondville, Trois-Rivières, Chicoutimi, Rimouski etc. Nous estimons avoir rejoint près de 1000 personnes directement sans compter les auditeurs et spectateurs radio et télévision, ou les visiteurs de notre site. À l'occasion de ces présentations, nous avons établi des partenariats avec plus d'une vingtaine d'organisations ou d'autres structures au Québec.

Soulignons que depuis l'été 2007, le PAQG ne fonctionne plus avec des comités universitaires, qui constituaient pourtant une porte d'entrée idéale dans le monde étudiant: l'essentiel de la gestion des activités de sensibilisation non subventionnées revient donc à la coordination et à des bénévoles de bonne volonté qui n'interviennent pas initialement dans ce domaine. Nous concentrons présentement nos efforts sur la reconstitutions de comités à l'Université de Montréal et à l'UQAM.

Afin de rejoindre plus adéquatement le public lors de nos activités, nous avons décidé cette année d'investir dans le perfectionnement de nos outils d'éducation. Nous avons donc remanié le pamphlet d'information générale sur notre organisme, en rendant les données plus claires et pertinentes ce qui en fait un médium visuellement plus attrayant.

Financement

Explication des états financiers

Les **revenus** représentent un total 158 225 \$, ce qui équivaut à une hausse de 18 615 \$ (soit 13 %) par rapport à l'exercice précédent.

Fonds propres

Les activités d'autofinancement ont généré 9 073 \$, principalement grâce à la soirée bénéfique pour environ 3 100 \$, la vente de matériel promotionnel pour 1 800 \$ et la cotisation des membres pour 1 384 \$. Les 2 790 \$ additionnels sont venus de sources diverses.

Le PAQG a recueilli des dons à hauteur de 18 083 \$ en 2007/08, ce qui représente une baisse de 2 411 \$ (soit 12 %) par rapport à l'an dernier. La campagne de financement a quant à elle généré autour de 8 300 \$ cette année, ce qui correspond à un niveau similaire aux dernières années.

Subventions

- Programmes fédéraux : on constate une hausse de 64 % par rapport à 2006/07, principalement due au fonds d'engagement du public (FEP) de l'ACDI; ce dernier a financé la tournée des deux défenseurs des droits humains Guatémaltèques, une portion de la 2^{ème} édition de la pièce "Un hiver rouge au Guatemala", ainsi que la présentation du documentaire "En toute Solidarité (...)" (voir aussi la section "éducation" du présent rapport). L'augmentation des revenus pour 2007/08 est de 36 K \$, ce qui équivaut exactement à l'augmentation des dépenses pour les projets d'éducation. Il faut cependant noter que ce programme n'a pas été reconduit pour 2008/2009. D'autre part, le gouvernement fédéral a financé le programme JSI (voir aussi la section stages) qui a pris fin en mars 2008.
- Programmes provinciaux : notons la baisse de 14 K\$ (35 %) du fait de la fin du Programme QSF le 31 décembre 2007; ce dernier assurait le financement total de la coordination au Sud pendant les 3 années précédentes. Pour l'année civile 2008, c'est le PAQG qui a financé le budget opérationnel de 20 000 \$ de la coordination au Guatemala avec les Actifs non Affectés. Le programme PAME – OCI a été reconduit au même niveau en 2007/08 qu'en 2006/07, soit pour un montant de 12 500 \$.
- Autres programmes : l' AQOCI (via le FEPSI, un fonds dédié à l'engagement du Public) et Inter Pares ont également financé certaines portions de nos projets d'éducation.

Les **dépenses** représentent un total de 151 215 \$, correspondant à une hausse de 9 939 \$ (7%) et réparties comme suit:

Budget éducation

Les projets d'éducation ont été la principale hausse des dépenses tel qu'énoncé ci-dessus.

Accompagnement international et stages internationaux

Nous nous sommes trouvés dans l'obligation de fonctionner avec un budget plus restreint pour la coordination au Sud de juillet à décembre 2008. Le programme JSI de l'ACDI s'est terminé en mars 2008, alors qu'en 2007 le programme avait été réparti sur toute l'année.

Budget opérationnel

Le PAQG doit avoir un budget de fonctionnement de 15 000 \$ (incluant les coûts de financement). De plus, les dépenses de ressources humaines pour le Nord doivent comprendre un poste à temps plein pour la coordination et un poste à temps partiel pour l'administration comptable. Ces frais représentaient approximativement 35 000 \$ en 2007/2008. Finalement, le budget pour la coordination au Sud doit être minimalement de 20 000\$ annuels pour fonctionner adéquatement. L'on peut donc dire que les activités de base en 2007/08 ont totalisé environ 70 000 \$.

**PROJET ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)**

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

30 JUIN 2008

INDEX

	PAGE
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN	1
Bilan	2
Revenus et dépenses	3
Évolution des actifs nets	4
Notes complémentaires	5 à 7
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8



Membre du groupe Belzile, Tremblay
Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

BILAN

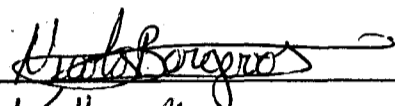
AU 30 JUIN 2008

(non vérifié)

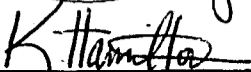
	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	\$	\$
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	36 885	37 372
Placement temporaire		
- Fonds commun	16 899	30 985
Débiteurs (note 4)	6 792	7 759
Frais payés d'avance	325	2 956
	<u>60 901</u>	<u>79 072</u>
MATÉRIEL INFORMATIQUE (note 5)	<u>2 197</u>	<u>2 639</u>
	<u>63 098</u>	<u>81 711</u>
PASSIF		
COURT TERME		
Frais courus	4 288	3 973
Salaires et remises statutaires	2 324	6 033
Apports reportés	-	22 229
	<u>6 612</u>	<u>32 235</u>
ACTIFS NETS		
ACTIFS NETS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	2 197	2 639
ACTIFS NETS NON AFFECTÉS	54 289	46 837
	<u>56 486</u>	<u>49 476</u>
	<u>63 098</u>	<u>81 711</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :



ADMINISTRATEUR;



ADMINISTRATEUR.



Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
REVENUS ET DÉPENSES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008
(non vérifié)

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	\$	\$
REVENUS – APPORTS		
Autofinancement	9 073	9 289
Dons	18 083	20 494
Subventions :		
- Programmes fédéraux	92 771	56 566
- Programmes provinciaux	25 982	40 261
- Autres organismes	12 316	13 000
	<u>158 225</u>	<u>139 610</u>
DÉPENSES		
Salaires et charges sociales	32 360	33 918
Accompagnement et stages internationaux	43 953	67 838
Éducation, information et mobilisation	61 240	24 761
Financement	1 656	2 169
Fonctionnement	12 006	12 590
	<u>151 215</u>	<u>141 276</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>7 010</u>	<u>(1 666)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008
(non vérifié)

	<u>2008</u>			<u>2007</u>
	Investis en immobilisations \$	Non affectés \$	Total \$	Total \$
SOLDE AU DÉBUT	2 639	46 837	49 476	51 142
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	(967)	7 977	7 010	(1 666)
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	<u>525</u>	<u>(525)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
SOLDE À LA FIN	<u>2 197</u>	<u>54 289</u>	<u>56 486</u>	<u>49 476</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Membre du groupe Belzile, Tremblay
Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008
(non vérifié)

NOTE 1 - STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, est un organisme sans but lucratif et est exonéré de l'impôt sur le revenu. L'organisme a pour mission de promouvoir et de défendre au Québec, au Canada et au Guatemala, les droits humains, la paix et la lutte contre l'impunité ainsi que l'éducation populaire et le développement juste et durable en respectant l'environnement.

NOTE 2 - MODIFICATION COMPTABLE

Le 1^{er} juillet 2007, conformément aux dispositions transitoires applicables, l'organisme a adopté les nouvelles recommandations des chapitres 3855, « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation », et 3861, « Instruments financiers - informations à fournir et présentation » du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*.

Les chapitres 3855 et 3861 traitent de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et des informations à fournir à l'égard des instruments financiers et des dérivés non financiers dans les états financiers. Les dispositions transitoires de ces chapitres exigent que l'organisme réévalue les actifs et les passifs financiers, le cas échéant, à l'ouverture de son exercice. Tout ajustement de la valeur comptable antérieure est comptabilisé rétrospectivement sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les effets suivants sur le classement et l'évaluation des instruments financiers de l'organisme qui étaient antérieurement comptabilisés au coût :

- L'encaisse et les fonds communs sont classés comme actifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Cette modification n'a eu aucun effet sur les états financiers au 30 juin 2008.
- Les débiteurs sont classés comme prêts et créances. Les débiteurs sont évalués au coût, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses. Cette modification n'a eu aucun effet sur les états financiers au 30 juin 2008.
- Les frais courus et les salaires et remises statutaires sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont évalués au coût. Cette modification n'a eu aucun effet sur les états financiers au 30 juin 2008.



Membre du groupe Belzile, Tremblay
Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008
(non vérifié)

NOTE 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisations d'estimations :

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif de même que sur la présentation de l'actif et du passif éventuels, à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés au titre des revenus et des dépenses au cours de la période de présentation de l'information. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Constatation des apports :

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagés.

De plus, les revenus de subventions et de programmes gouvernementaux accordés à l'organisme, relatifs à différents projets, sont assujettis à certaines conditions que l'organisme doit respecter.

Amortissements :

Le matériel informatique est comptabilisé au coût et amorti en fonction de sa durée de vie utile selon la méthode linéaire au taux annuel de 33 $\frac{1}{3}$ %.

NOTE 4 - DÉBITEURS

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	\$	\$
Subventions à recevoir	4 125	6 000
Taxes de vente à recevoir	2 560	1 699
Autres	<u>107</u>	<u>60</u>
	<u>6 792</u>	<u>7 759</u>



Membre du groupe Belzile, Tremblay
Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008
(non vérifié)

NOTE 5 - MATÉRIEL INFORMATIQUE	2008	2007
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Coût	4 930	4 405
Amortissement cumulé	<u>2 733</u>	<u>1 766</u>
	<u>2 197</u>	<u>2 639</u>
Amortissement de l'exercice	<u>967</u>	<u>493</u>

NOTE 6 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux de change :

L'organisme effectue des transactions en devise Quetzal. Conséquemment, il est exposé au risque de taux de change relié aux variations de cette devise. Au 30 juin 2008, les actifs et passifs en monnaies étrangères s'établissent comme suit : encaisse 393 Quetzal.

Juste valeur :

La juste valeur des débiteurs et des créditeurs correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

NOTE 7 - FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des flux de trésorerie de l'exercice.



Membre du groupe Belzile, Tremblay
Cabinets indépendants de comptables agréés



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008
(non vérifié)

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	\$	\$
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Loyer	2 589	3 108
Frais de bureau et assurances	2 875	2 026
Téléphone	608	746
Internet	72	328
Comptabilité et honoraires professionnels	3 406	4 374
Taxes	1 394	1 199
Frais bancaires	289	316
Amortissement du matériel informatique	773	493
	<u>12 006</u>	<u>12 590</u>



Membre du groupe Belzile, Tremblay
Cabinets indépendants de comptables agréés



Un merci tout particulier à nos principaux donateurs!

**L'Agence Canadienne de Développement International (ACDI)
Le ministère des Relations internationales du Québec (MRI)
L'Association Québécoise des Organismes de coopération Internationale (AQOCI)
Le Centre de Ressources sur la non violence (CRNV)
Inter Pares
Ressources humaines et Développement social Canada
Les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie
Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, Œuvres Marie-Anne Lavallée
Le Syndicat de l'Enseignement de L'Ouest de Montréal (SEOM)
Les sœurs de St François d'Assise
Le Fonds de Solidarité CSQ
La Caisse Populaire Desjardins de Villeray
La Fédération Autonome du Collégial
Le Syndicat des Étudiants du CEGEP Marie-Victorin
Vanier College Teachers' Association
Michel Plomteux
Marthe Larochelle**

Un grand merci enfin aux bénévoles qui nous ont apporté leur soutien cette année:

Nicolas Bergeron, Antonio Braggio, Simon Bujold, Nathalie Brière, Juan Camposorozco, Adriana Correa, Francis Desjardins, Marc Drouin, Étienne Dubois-Daignault, Catherine Dutil, Marie-Ève Fournelle, Laurence Guénette, Karen Hamilton, le groupe Katimavik de Montréal, Yannick Lacoste, Anaïs Lagacé, Annie Lapalme, Alissa Lauriault, Léonie Lavoie-Bel, Carlos Lemus, David Loranger-King, Marie-Claude Lortie, Nelly Marcoux, Marie-Soleil Martineau, Sarah Michaud, Gabrielle Michaud-Sauvageau, Annie Montpetit, Amélie Proulx, Ismael Raymond, Eric Reynard, Luis Rodas Calderon, Étienne Roy-Grégoire, Gabriela Sandoval, Christop Stamm, Caroline Tessier.

Pour nous joindre:

PAQG

660 Villeray, bureau 2.115

Montréal, (Québec)

H2R 1J1

Téléphone : (514) 495-3131

Télécopieur : (514) 279-0120

paqg@paqg.org

www.paqg.org